



# La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste  
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA  
IV<sup>e</sup> Internationale

Paraît  
chaque  
Vendredi

Dans les conflits modernes, l'artillerie parle avant les diplomates...

## De la lutte des dockers à la lutte contre la guerre impérialiste



Le Conseil Suprême de l'U.R.S.S. qui siège actuellement est peut-être « la plus haute instance dirigeante » de l'Etat soviétique, mais force est bien de constater que, semblable en cela aux « démocraties » capitalistes, il siège dans une situation donnée et se trouve placé devant le fait accompli.

Sans doute peut-il statuer sur des questions d'importance diverse qui vont de l'approbation du budget de l'U.R.S.S. pour 1938 à l'organisation d'une Exposition agricole ; du projet d'organisation judiciaire de l'U.R.S.S. et des Républiques fédérées et autonomes au projet de loi instituant un impôt sur les chevaux des exploitations agricoles individuelles (tiens ! tiens !...).

Mais les Commissaires du peuple groupés derrière ce figurant qui a nom Kalinine et ces chefs de file qu'on appelle Molotov, Kaganovitch et Vorochilov, et qui se lèveront automatiquement pour acclamer Staline selon les rites et dans les formes prévues par le « Règlement intérieur sur les marques extérieures de respect », auront à enregistrer ce fait brutal : LA GUERRE.

\*\*

La guerre, puisque Moscou annonçait la mobilisation de quatre classes. Sans doute la mobilisation n'est pas la guerre, mais l'armistice n'est pas la paix, et les dernières nouvelles annonçant l'arrêt des hostilités ne changent rien à la teneur de cet article.

Quand il fut écrit, la clique japonaise proclamait avoir infligé de lourdes pertes à l'armée soviétique, mais on commentait dans les rues élargies de la Moscou nouvelle les récents communiqués informant de l'occupation de Tchong-Kou-Feng où « les cadavres des soldats du Mikado formaient de véritables montagnes ».

C'est aujourd'hui au chant de « l'Internationale » que le public des cinémas accueille sur l'écran les nouvelles du front.

Et l'annonce que rien n'est désespéré, et que les pourparlers continuent ne peut illusionner sur la valeur pacifiste de pourparlers où la voix des canons appuie celle des diplomates.

\*\*

Devant le péril de guerre, singulièrement accentué depuis quelques semaines, ouvriers et paysans peuvent et doivent, avant tout, compter sur leur action de classe.

Et se tourner vers notre Parti Communiste Internationaliste qui assume, sous le drapeau rouge de la IV<sup>e</sup> Internationale, la

lourde mission de maintenir l'enseignement des bolcheviks de la première heure et de continuer les exemples de Lénine et de Trotsky dans la lutte contre les guerres impérialistes.

Nous sommes en pleine hystérie chauvine. Paul Faure a pu déclarer publiquement que « nulle entente, nulle fraternisation n'étaient possibles avec le prolétariat allemand ». Thorez, Marty, Duclos et *tutti quanti* travaillent chaque jour dans le même esprit et ce sont eux qui, à l'heure actuelle, remplissent dans le monde ouvrier le rôle joué par les Barrès, les Marcel Habert et les Déroulède avant 1914.

Mais, encore une fois, la masse des travailleurs donne elle-même la réponse : Les dockers de Marseille dictent aujourd'hui l'attitude que les ouvriers et les paysans

### Le coup de burin

Duclos est un espion, dit « la Liberté ». Aux temps héroïques de l'I.C., les militants révolutionnaires du P.C. aidaient l'Etat soviétique russe contre l'impérialisme français. Des années de prison frappèrent nombre d'entre eux. Depuis le Guépéou utilise des membres du P.C. pour des besognes contre-révolutionnaires comme l'assassinat de Reiss. Duclos est le grand responsable des services du Guépéou en France.

Qui le dénonce ? « La Liberté » de Doriot dont le bras droit, Barbé, fut le prédécesseur de Duclos à ce service.

Duclos au service du Guépéou contre-révolutionnaire, Barbé pour l'OVEA et la Gestapo, n'étaient pas hier des révolutionnaires, mais des valets de Staline.

Ils sont restés des valets, et c'est à qui de ces deux fripouilles se déclare le meilleur Français, accusant l'autre d'avoir espionné.

doivent avoir devant les canailles impérialistes.

Il faut que les travailleurs manifestent leur entière solidarité avec les dockers et avec tous ceux qui luttent pour maintenir les revendications arrachées par eux et que patronat et Etat veulent reprendre.

Il faut que chacun s'emploie à ruiner les mensonges bourgeois selon lesquels les dockers de Marseille serviraient les compagnies fascistes des ports italiens et contribueraient à augmenter en France le coût de la vie.

L'ennemi fasciste, il faut le combattre d'abord dans notre propre pays et les sociétés capitalistes de Marseille et d'ailleurs n'ont rien à envier, à cet égard, à celles d'Italie. La hausse du coût de la vie est bien antérieure à la lutte des dockers ; elle est causée par ceux auxquels le front populaire a laissé toute liberté de spéculer, d'agioter, d'exploiter.

Les luttes économiques des travailleurs ne suffisent pas à empêcher les guerres impérialistes ni à transformer ces guerres en action organisée pour la prise du pouvoir. Il faut, contre la guerre et le fascisme un parti révolutionnaire, des conseils, des milices armées.

Mais une puissante action de classe des prolétaires et des paysans pour leurs revendications immédiates constitue un élément décisif dans la lutte contre la guerre et ferait passer le vent de la révolution prolétarienne sur ces assemblées où siègent les diplomates à l'ombre des canons.

## Sur la pente fatale

Plus que jamais les menaces de guerre s'accumulent.

En Extrême-Orient on se bat toujours pour les deux collines stratégiques de Mandchourie ; en Chine, la lutte ne ralentit pas, en Espagne, les offensives gouvernementales se succèdent, sur l'Ebre, sur la Sègre : ultimes tentatives pour enlever l'initiative des opérations à Franco et éviter l'estocade finale.

\*\*

Pendant ce temps, chaque pays pousse fébrilement ses préparatifs de défense. En Angleterre, énorme effort avec manœuvres terrestres et aériennes ; à noter le thème des manœuvres terrestres qui faisait entrer en ligne de compte la possibilité d'une guerre civile conjuguée avec l'attaque des soldats ennemis. En France, en Italie, manœuvres aussi.

Mais ce qu'il faut souligner, ce sont les énormes travaux de fortifications entrepris en Allemagne sur les frontières françaises et polonaises — et menées à toute vitesse par plusieurs centaines de milliers d'ouvriers.

Un reportage sur ces fortifications du Rhin nous apprend qu'il s'agit de fortifications hâtives qui résisteront mal à l'hiver mais qui seront terminées pour fin septembre. On se trouverait donc en face d'ouvrages construits pour servir bientôt.

Ces renseignements recourent d'autres informations qui laissent entendre qu'Hitler veut être prêt si les affaires se compliquent du côté Sudètes, à tenir à Paris le langage suivant : « J'en fais à ma tête et si vous n'êtes pas contents, venez donc nous attaquer ».

(Suite de la page 1)

Cette politique serait assez habile, on voit mal l'armée française attaquant l'Allemagne pour empêcher les régions sudètes de se rattacher à Berlin. On voit mal aussi l'Angleterre entrant dans ce jeu.

Daladier et l'entente cordiale sentent le danger de cette manœuvre, qui pourrait s'accompagner de proposition de plébiscite par exemple, aussi lord Runcimann fera-t-il l'impossible pour trouver une solution provisoire favorable à Berlin.

Il faut le répéter : le capitalisme mondial a peur de la guerre ; il sent que la pente où il est engagé est glissante ; il voudrait freiner et la diplomatie reçoit mandat de gagner du temps pour que les hommes d'affaires et les grandes banques, qui tirent les ficelles, puissent essayer de mettre sur pied un statut d'accords provisoire — portant même révision des traités et des territoires coloniaux.

On parle beaucoup de stabilisation de la livre, du dollar et du franc à une nouvelle parité ; on parle aussi d'un programme d'aide anglo-saxonne à Berlin et Rome, sur le plan financier, sous conditions, bien entendu... Un représentant qualifié de Wall Street est en Tchécoslovaquie et s'informe ; la cession de mandats coloniaux à l'Allemagne est à l'étude.

Il est bien douteux que tout cela soit conduit suivant un plan général. En vérité, il s'agit de tentatives souvent contradictoires, de tâtonnements qui trahissent le grand désarroi et la terrible impuissance du régime. Et ce n'est pas un des côtés les moins étranges de cette démoralisation de voir les généraux allemands, français, anglais, italiens, reconnaître que malgré le surarmement ni les uns ni les autres ne se sentent capables de mener dans un camp ou dans l'autre leur mission à bonne fin en cas de guerre !

En ce qui concerne plus spécialement le conflit nippo-soviétique, il semble peu probable qu'il dégénère immédiatement en guerre déclarée ; il y a beaucoup plus de chances pour qu'un compromis pourri, sorte de tout cela. Le Japon doit reculer, le rapport des forces le lui commande, même s'il est décidé à reprendre le problème dans quelques mois en liaison avec le triangle Rome-Berlin.

Il est certain que les avis sont très partagés à Moscou et Tokio mais l'un et l'autre sont dans « un jeu » qu'ils ne mènent pas — leur décision dépend, dans une large mesure, de leurs alliés..., de New-York et de Londres aussi.

Au désarroi du capitalisme et de la bureaucratie russe s'ajoute, hélas, l'absence d'une IV<sup>e</sup> Internationale capable de pousser la crise du régime à sa conclusion révolutionnaire : LES ETATS-UNIS SOVIETIQUES D'EUROPE ET DU MONDE.

## Au camp de Buchenwald les nazis torturent et tuent

UN journal anglais, le « News Chronicle » publie une information aux termes de laquelle plus de 80 travailleurs internés au camp de concentration de Buchenwald, près Weimar, seraient morts au cours du mois de juillet, à la suite du travail forcé auquel ils sont astreints et des mauvais traitements qui leur sont infligés.

On travaille dans ce camp à extraire et casser la pierre, de 4 heures du matin à 8 heures du soir, avec seulement deux pauses d'une heure chacune.

L'interné qui s'évanouit reçoit des seaux d'eau et si ce traitement ne parvient pas à le ranimer, il doit rester sur place jusqu'au moment de la pause où ses co-détenus le transportent au dortoir.

Les sanctions disciplinaires comportent la flagellation publique, allant jusqu'à 50 coups...

Mais, comme dit Paul Faure, « aucune fraternisation n'est possible avec les travailleurs allemands dont Hitler est l'idole »...

# La guerre civile en Espagne

## L'importance politique, militaire de l'offensive de l'armée Républicaine sur le front de l'Ebre

SI l'offensive républicaine sur le front de l'Ebre est traitée à la façon des « spécialistes » staliniens, réformistes, démocrates, etc., seulement sous l'aspect du problème d'une tactique de diversion, pour gagner du temps dans les travaux de fortification du front du Levant, sérieusement menacé par les forces fascistes offensives, sur Sagoute et directement en direction de Valence. On peut affirmer que le calcul tactique l'a emporté sur la stratégie, malgré tous les dangers présentés par l'opération.

On comprend que le problème n'est pas simple. Il est certain que si derrière l'offensive de l'Ebre, il n'y avait pas eu une manœuvre de caractère politique important, l'opération d'une offensive, basée sur une diversion tactique n'aurait pas été suffisante, du fait qu'il manquait sur ce front un plan stratégique et qu'il était impossible de le rejoindre avec cette opération.

La manœuvre politique de la diplomatie anglo-française ne peut pas être exclue ; cette manœuvre est trop visible : « forcer » le compromis de paix en Espagne. L'Angleterre et la France, suivies par l'U.R.S.S. ont compris que si la victoire républicaine ne les intéressait pas, parce qu'elle apportait les dangers d'une révolution (ils l'ont prouvé par la politique de non-intervention qui a signifié laisser l'Allemagne et l'Italie intervenir en Espagne pour renforcer les positions du fascisme), maintenant, pour défendre leurs positions impérialistes dans la Méditerranée, etc... une victoire totale du fascisme ne les intéresse pas.

Une victoire totale du fascisme en Espagne signifie, à 99 %, le renforcement des positions stratégiques « de la grande guerre en préparation », par la politique impérialiste de l'axe Rome-Berlin-Tokio.

Ceci explique le revirement de la politique des démocraties envers Franco, pour le pousser à forcer la paix en Espagne. C'est cette politique qui se trouve derrière l'offensive de l'Ebre.

Sur le problème de la paix, la position du Gouvernement Negrin, malgré l'opposition de quelques secteurs antifascistes, particulièrement des masses ouvrières, est connue.

Negrin a, non seulement fait savoir à Londres et Paris et à Staline, en approuvant le plan du Comité de non-intervention, « pour maintenir la paix en Europe », qu'il est disposé au sacrifice d'une « paix » moyennant un armistice, mais aussi que ses « directives politiques militaires avancent uniquement dans cette direction ; la paix en Espagne entre les Espagnols, contre l'invasion étrangère ». (« La Vanguardia ».)

## Franco n'est pas seul à décider, comme Negrin...

Seulement, ni Franco ni ses maîtres Mussolini et Hitler, ne se sont faits à cette idée de la « paix », d'un compromis en Espagne ; malgré la victoire de l'Ebre et autres victoires dans le genre.

Franco, qui est sûr de Rome et Berlin, fait savoir que « l'Espagne nationaliste resuscitée, continuera la lutte jusqu'au dernier homme, et pour la victoire « totale » contre les « rouges », avec le mot d'ordre : « Arriba Espana » (« Diaro de Burgos »).

A peine quelques semaines avant l'offensive républicaine de l'Ebre, toute la presse fasciste du monde répétait que la victoire était plus près de ce qu'on croyait...

« Heraldo de Aragon » écrivait, il y a quelques jours : « que pour cet hiver la paix serait assurée avec la victoire totale

de l'Espagne nationaliste, et que parler de « paix » avec les ennemis de la patrie de Barcelone prouvait ne pas connaître l'Espagne du « candillo » (Franco)...

## Sur l'Ebre, l'Angleterre a-t-elle voulu faire réfléchir Franco ?...

C'est avec une politique infâme de ce genre, *avancer et reculer*, comme la victoire de l'Ebre, que l'Angleterre veut « exiger » la paix de Franco, au moyen d'un compromis que seuls les chefs du front populaire de la II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Internationales sont prêts à conclure.

Comme nous allons le démontrer, le but principal de l'offensive de l'Ebre, en dehors de tout principe stratégique, par une opération militaire d'envergure, ne se proposait que *faire savoir à Burgos, à Rome, à Berlin*, comme le veulent l'Angleterre, la France et Staline, que la guerre ne se terminera pas aussi rapidement, comme on veut l'affirmer, avec les armes, une victoire totale...

Le plus grand argument de ces jours derniers, des partis du front populaire, est que la guerre d'Espagne ne peut se terminer (l'offensive de l'Ebre le prouve)... que par une « paix » conclue entre Espagnols, contre l'invasion.

Autrement, ce sera la prolongation de la guerre d'Espagne jusqu'à l'éclatement d'une guerre mondiale. C'est sur ce calcul politique que s'est faite l'offensive républicaine de l'Ebre, et c'est sur ce calcul politique, en réponse à Londres, que Franco a décidé la contre-offensive sur ce front, ordonnée et commandée par l'état-major italo-allemand.

Dans cette contre-offensive fasciste, pas moins de 500 avions et 300.000 hommes sont mis en ligne, sur un front de 80 kilomètres de long. Les forces républicaines pourront-elles maintenir les positions conquises ? Ceci dépend de l'Angleterre et de la France.

Cette bataille assume une autre importance pour le matériel mis en action, pour l'épreuve de la solidité et pour les plans tactiques et stratégiques des états-majors militaires des deux camps.

## Tactique sans stratégie... en cela consiste la politique du gouvernement Negrin

Comme en politique, s'il manque à l'art militaire des principes et des calculs stratégiques, la tactique aussi pratique et bonne qu'elle puisse se présenter, est toujours de l'empirisme, et est accompagnée par des « surprises » capables seulement de déterminer une catastrophe.

« L'erreur » de l'offensive de l'état-major républicain sur le front de l'Ebre a consisté en ceci : ne pas tenir compte, dans l'action tactique, d'un plan stratégique de l'opération, pour atteindre une position de défensive solide.

Pour pouvoir construire, sur un front conquis des positions défensives, il était indispensable que l'offensive lancée sur ce front ne se ferme pas dans une poche, comme cela s'est passé autour de Gandesa, mais calculer un plan stratégique pour rejoindre les hauteurs de Gandesa, direction Alcaniz, Caspe et le Haut-Aragon.

Dans les calculs de son offensive, l'état-major de Negrin a-t-il tenu compte de ceci, que pour résister à une contre-offensive inévitable de l'adversaire, il fallait occuper un terrain en profondeur, pour ne pas répéter Teruel, au moins 50 à 60 kilomètres pour pouvoir rejoindre les hauteurs de Gandesa.

Si, dans les calculs de l'offensive, ceci a été envisagé, ce qui n'est pas certain, comment expliquer que ce but n'ait pas été at-

teint ? N'y a-t-il pas d'autres trahisons ?

Ces problèmes n'intéressent pas trop l'état-major de Negrin et ses défenseurs : 1° parce que ce n'est pas la première fois qu'il lui arrive de perdre deux positions pour en gagner une ; 2° parce qu'il est plus préparé à faire la « paix » ou passer avec le « candillo » qu'à continuer la guerre jusqu'au bout — « hasta el fin ».

Seuls les staliniens comme Marty-Magnien, plus dévoués au service du Guépéou qu'aux problèmes importants, ont pu chanter les mérites de cette opération de l'Ebre, comme ils ont fait avec la « victoire » de Teruel, pour vouloir faire croire aux possibilités de « victoire » totale avec la politique du gouvernement Negrin-Staline-Azana-C.N.T., après avoir instauré une dictature féroce avec une politique de compromis et de capitulations.

La victoire « totale » de la république n'est désirée par aucun démocrate digne de ce nom, mais elle fait peur au même Staline, à cause des dangers de révolution qu'elle pourrait susciter. Et ceci le Guépéou le sait. *Autrement, comment expliquer ses crimes contre-révolutionnaires ?*

Ni la victoire « totale » de Franco, ni une « paix » résultant d'un compromis, ne peuvent faire terminer la guerre civile en Espagne.

Si les dernières informations arrivant d'Espagne sont exactes, les forces républicaines se trouvent dans une position tragique sur l'Ebre, où la résistance est impossible. Des contradictions persistent pour garder le secret sur la portée de l'offensive du fascisme sur ce front. Le repliement des troupes républicaines sur *Jago-Mequinzenza* indique une situation grave, et la faillite du plan de l'état-major sur ce front.

Les dirigeants de la C.N.T. ne sont pas épargnés par les staliniens, malgré leur conformisme à la politique du front populaire, pour quelques critiques qu'ils ont faites sur l'opération de l'Ebre, qualifiée, « sans objectifs stratégiques précis ».

Des fausses alarmes d'une importance politique ont circulé ces derniers jours à Barcelone. Pour démentir ces alarmes, le Comité national de la C.N.T. a publié un communiqué démentissant l'assassinat de Mariano Vasquez, à la suite d'un mouvement révolutionnaire à Barcelone.

Nous n'avons jamais cru à ces fausses rumeurs de la provocation fasciste, mais qui facilite ce travail de démoralisation et d'alarmes ? Ce n'est que la politique contre-révolutionnaire, de persécution de la classe ouvrière, exercée par le Front populaire et des défaites préparées par l'Etat-Major de Negrin.

Donner les libertés démocratiques à la classe ouvrière, libérer les emprisonnés politiques prolétariens, annuler le monstrueux « procès » du Guépéou contre le P.O.U.M., sont les premières mesures qui s'imposent en ce moment pour désagréger le fascisme dans ses positions fondamentales, dans les usines, aux champs et dans l'armée. Telle est la voie de la victoire.

## Des abonnements!

Seuls les abonnements et les efforts personnels des lecteurs permettent à « La Commune » et à « La Vérité » de pouvoir vivre.

ABONNE-TOI A « LA COMMUNE » (6 fr. 50 le No.)

3 mois ..... 8 Fr.

6 mois ..... 15 Fr.

1 an ..... 30 Fr.

ABONNE-TOI A « LA VERITE » (6 fr. le No.)

1 an ..... 30 Fr.

Compte Chèque Postal : BRAUSCH 1773-07 Paris

## Après le congrès de la Ligue italienne des Droits de l'Homme

Le XI Congrès de la Ligue italienne (Lidu), s'est tenu à Nantes ; comme toutes les années précédentes, il s'est terminé par un remerciement aux congressistes et par l'élection de Campolongo comme président. Mais ce qui est nouveau cette année dans ce Congrès est l'entrée officielle du Guépéou (Romano Cocchi) dans la Commission exécutive de la Lidu.

Nous lisons le compte rendu dans l'« Avanti » où Mariani, au nom de son parti maximaliste, ou d'une section, développe « l'opposition » à la Lidu, sur quelques problèmes sans importance et sur un terrain non marxiste...

L'opposition de Mariani ! Si l'on tient compte de la politique contre-révolutionnaire de la Lidu, sur tous les problèmes intéressant la classe ouvrière, soit envers les émigrés politiques, expulsés par milliers avec le décret Sarraut, approuvé par la Lidu, soit sur la répression du gouvernement Negrin, etc..., et qui reste dans cette organisation franc-maçonne, et est en fin de comptes, élu à la Commission Exécutive avec le Guépéou et Campolongo, on peut comprendre que sa critique est sans principes.

La motion votée à l'unanimité avec le vote de Mariani, avec quelques critiques de Cocchi-Guépéou, est un chef-d'œuvre d'opportunisme contre-révolutionnaire et de part de trahir des dirigeants socialistes, staliniens, etc... comme Buozzi, secrétaire de la Confédération générale du travail italienne, lorsqu'ils entrent dans la franc-maçonnerie. Voici un des plus importants passages de la motion : « La Lidu, organisme autonome et indépendant des partis, est ouverte à tous les antifascistes qui en acceptent et en respectent les principes basés sur les droits fondamentaux de la personnalité humaine à l'exercice intégral de la liberté ».

La Lidu qui approuve, en principe, les décrets Sarraut du 3 mai contre les « étrangers », qui défend la politique de la contre-révolution en Espagne du gouvernement Negrin, qui n'a jamais prononcé un mot contre les crimes de Staline en Russie, qui trafique à droite et à gauche en défense de la république française, déclarant le

droit des hommes en respect de la propriété capitaliste, etc..., parle d'indépendance de tous les partis. La Lidu est indépendante, non des partis bourgeois, mais des partis révolutionnaires qui luttent pour la révolution prolétarienne.

« Le Congrès affirme que n'importe où la lutte se déroule entre la « liberté et la dictature », la démocratie et la tyrannie, la place de la Lidu est marquée par ses principes et par sa mission : contre le fascisme, etc... »

Cette motion n'est-elle pas claire ? La Lidu n'a-t-elle pas choisi sa place dans la préparation de la guerre impérialiste ? La Lidu le déclare sans le cacher : dans la préparation de la guerre mondiale, elle se trouve aux côtés des démocraties franco-anglaise contre l'Italie et l'Allemagne fascistes... L'union sacrée est faite, avant que la guerre éclate ; et le parti maximaliste, avec un air d'opposition à Sa Majesté, vote cette motion et se fait élire à la C.E.

On ne trouve dans cette motion, ni un mot de la défense de l'U.R.S.S. contre l'impérialisme, ni contre les persécutions du mouvement prolétarien de la part du gouvernement Negrin en Espagne, ni un mot contre le gouvernement Daladier, qui persécute les prolétaires révolutionnaires en France...

La place des ouvriers anarchistes, socialistes, révolutionnaires, simplement anti-fascistes, n'est pas dans cette organisation bourgeoise franc-maçonnique, qui couvre sa politique contre-révolutionnaire avec des phrases démocratiques et humanitaires pour mieux lier les masses exploitées du prolétariat au capitalisme. La place des ouvriers révolutionnaires se trouve dans les rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale, pour lutter contre les mensonges et les trahisons, pour organiser les masses exploitées des ouvriers et des paysans pour la révolution socialiste.

Les prolétaires du parti maximaliste ne doivent pas permettre à la direction de leur parti de faire l'union sacrée avec les Campolongo et les Romano Cocchi, et de continuer en même temps la lutte contre le front unique révolutionnaire, préconisé par les B.-L. et la IV<sup>e</sup> Internationale.

## Le congrès de la « paix »

Le Congrès du Parti Socialiste espagnol vient de s'ouvrir. Nous n'en connaissons pas encore les « thèses » ni les discours de ses principaux chefs.

On pense que ce Congrès fera du bruit en Espagne. Des grands discours sont attendus de Negrin, Caballero, Prieto. La presse socialiste et démocratique salue l'ouverture du Congrès, le définissant comme Congrès de la « paix » de tous les chefs du Parti, de Negrin à Caballero.

La presse stalinienne prononce quelques paroles pour les « frères » socialistes, mais ne donne pas d'importance au congrès pour le moment. On laisse croire que le prolétarien Pena a fait un pas en arrière, commandé par Prieto, le véritable chef du Parti, laissant le Guépéou de Staline-Diaz-Pasionaria-Comorera, bavarder sur le Parti unique du prolétariat. Les assassinats commis par le stalinisme en Espagne et leur duplicité, particulièrement de vouloir imposer d'autres crimes, avec une parodie de « procès » contre le P.O.U.M. rencontrent une opposition toujours plus manifeste. Il ne faut pas exclure que si ce Congrès de P.S.E. devait opérer le « redressement » dont on parle, d'unir Prieto-Caballero-Besteiro, etc..., il est certain que cela signifierait renforcer énormément l'opposition aux crimes du stalinisme en Espagne, avec un remaniement ministériel plus au centre démocratique.

Les tâches de la classe ouvrière, de son avant-garde, ne changent pas : construire le parti de la révolution, seule garantie de la victoire contre le fascisme.

## La fédération socialiste de Tunisie prononce sa propre dissolution

Jusqu'à présent, l'impérialisme français était obligé de prononcer la dissolution des groupements qui, aux colonies, menaçaient plus ou moins sa domination. C'est ainsi que le gouvernement Blum prononça la dissolution de l'Etoile nord-africaine.

Mais la situation dans certaines colonies est si tendue que l'impérialisme français ne peut tolérer l'existence de groupements qui ne mettent pas en cause sa domination mais à travers lesquels peut parvenir à percer le mécontentement des masses.

Et l'on vient de voir que les responsables d'un de ces groupements viennent eux-mêmes de prononcer la dissolution de leur organisation.

La Fédération Socialiste de Tunisie a tenu un Congrès au début d'août. Considérant que le décret beylical du 23 juin exige de toute organisation tunisienne le respect des traités du protectorat, des droits du souverain et de la nation protectrice, le congrès a jugé « qu'il serait peu digne du passé de lutte de la Fédération S.F.I.O. de Tunisie d'accepter une telle clause accompagnée de menaces de répression » et en conséquence la Fédération a décidé de disparaître en tant que telle, ajoutant bien entendu que chaque socialiste resterait personnellement fidèle à son idéal, etc...

Les militants révolutionnaires de Tunisie et de l'Afrique du Nord en général, devant ce fait qui vient après tant de capitulations et de trahisons des partis de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales, comprendront qu'il leur faut se grouper, illégalement là où ils ne peuvent faire autrement, non pas pour prononcer de vaines paroles sur leur fidélité à un idéal, mais pour lutter pour le triomphe du socialisme.

Un mot pour terminer : ni « l'Humanité », ni « le Populaire », organe central de la S.F.I.O., n'ont dit un mot sur l'autodissolution de la Fédération socialiste de Tunisie.

## Vers le congrès confédéral



Bien que devant se tenir dans un délai assez rapproché, le Congrès confédéral ne suscite pas encore un gros intérêt parmi les syndiqués. Cela tient avant tout à ce que les bureaucrates ne tiennent pas, à quelque classe qu'ils appartiennent, à éveiller l'attention de la masse qui, pour eux, n'est bonne qu'à cotiser. Pourtant bien des questions seraient à soulever et à débattre.

Tout d'abord le nombre des syndiqués ?

Ensuite un bilan des deux années qui ont suivi juin 36 : Combien de grèves ? Combien de grévistes ? Combien d'arbitrages ? Combien de victoires ? Combien de défaites ?

Et aussi comment barrer la route à l'offensive patronale ? Comment rejeter le fardeau de la crise capitaliste et des préparatifs de guerre sur le dos de la bourgeoisie ?

Mais les bureaucrates ne songent qu'à défendre... leurs postes et leurs clans respectifs. Dumoulin a préparé une motion anti-communiste sur laquelle il veut grouper tous les antistaliniens au profit du réformisme. Cellules, amicales, indépendance, sur ces thèmes ils veulent s'approprier à faire porter le débat tandis que les autres chanteront les grands airs d'unité, d'aide à l'Espagne ou à la Chine.

Les militants révolutionnaires ne doivent pas et ne seront pas dupes dans cette bataille de crabes. Parviendront-ils à franchir les barrages dressés pour leur participation au Congrès confédéral de Nantes ? Ce qui importe, c'est dès maintenant de soulever dans les assemblées de syndiqués les problèmes concrets de la résistance ouvrière à l'offensive capitaliste et à la guerre. Le Congrès des instituteurs à Nantes a, comme on le verra dans la page que nous lui consacrons, permis à une minorité révolutionnaire de démasquer les réformistes et les staliniens, bloquant ensemble contre les positions révolutionnaires.

La minorité révolutionnaire, ailleurs que dans le Syndicat des Instituteurs, est faible parce qu'inorganisée jusqu'à ce jour. Mais qu'elle se groupe et on verra que sa force est loin d'être négligeable.

Le Congrès des Instituteurs est un exemple à suivre. Contre la direction confédérale Jouhaux-Frachon-Belin, contre les réformistes à la Dumoulin, scissionniste de 1921, contre les pseudo-opposants à la Chambelland, il faut dresser le bloc des minorités révolutionnaires.

Les luttes ouvrières n'ont pas cessé un seul instant. Etouffée ici, la résistance ouvrière reprend là, rebondit ailleurs. Par la création de conseils d'entreprise, par la préparation de la grève générale, les « minorités révolutionnaires » peuvent entraîner la classe ouvrière malgré la « majorité » des bonzes syndicaux, dans la lutte contre le capitalisme.

## Après la grève des métallos marseillais

La défaite qu'ont subi les métallos et les techniciens de Marseille est extrêmement grave. La sentence Chaillé, dont nous avons entretenu déjà les lecteurs de « La Commune », fut déjà défavorable aux ouvriers. Les conditions dans lesquelles les ouvriers et les techniciens sont rentrés ont aggravé de beaucoup la chose.

Le Syndicat a ordonné la rentrée aux Forges et Chantiers en laissant dehors trois techniciens, que le patronat voulait licencier. En laissant le sort de ces techniciens dans les mains d'un Chaillé, dont les métallos ont fait à plusieurs reprises leur expérience, le syndicat a carrément laissé tomber les trois techniciens, parmi les plus combattifs, portant ainsi un profond découragement dans les rangs des techniciens qui se sont sentis isolés et perdus.

Coder demanda, par l'intermédiaire de son syndicat-maison, la « tête » de dix, puis de six tech-

## La manifestation des grands magasins

# Préparons la grève générale !

La manifestation de vendredi, faite la semaine dernière par les employés de Nouveauté à la sortie du « Printemps » est une preuve de la volonté de lutte qui anime la classe ouvrière.

La récente fermeture du lundi par tous les magasins devait entraîner de nouveaux licenciements, ce qui n'a pas manqué, par le renvoi de liftiers et de contrôleurs se chiffrant à une cinquantaine pour ce magasin.

La nécessité, pour la direction syndicale, de faire quelque chose afin de ne pas démontrer son impuissance totale, l'a contrainte à organiser une manifestation sur la voie publique.

Cette manifestation préparée en une seule journée, sans appel dans la presse, sans agitation, limitée à trois magasins, a réuni plusieurs milliers d'employés des magasins environnants qui se sont rassemblés et ont crié avec ardeur : « Cessez les renvois », malgré les éternels défaitistes qui affirmaient que ce n'était pas le moment, et aussi malgré le nombre important d'employés en vacances.

Elle a révélé la combativité de ceux qui en ont assez des reculades successives.

Les employés veulent se défendre autrement que par des pleurnicheries dans les ministères et veulent employer l'action directe. Les flics qui n'étaient plus « avec nous » ont cogné sans ménagements sur les femmes qui n'étaient pas les moins ardentes à revendiquer.

Et maintenant ?

Cette action a décuplé le courage des calicots et a eu un écho favorable le lendemain dans tous

les magasins où nombre d'entre eux se demandaient pourquoi on avait attendu si longtemps pour employer ces méthodes.

Mais dissipons les illusions de ceux qui se figurent que la direction syndicale va passer réellement à une grève générale. Il suffit de démontrer que si, sous la poussée de la base une action de ce genre a été organisée, celle-ci ne fait pas partie d'un plan d'ensemble.

Il suffira aussi de mentionner que la presse ouvrière a, tout juste passé le communiqué syndical, sans montrer que ce devait être un début dans la voie pour faire échec à l'offensive patronale.

Tous les conflits récents ne sont dûs qu'à la résistance des masses qui veulent lutter. Il est plus que jamais nécessaire que les opposants se groupent pour assurer la préparation effective d'une grève générale, pour la défense de ce mot d'ordre parmi la classe ouvrière. Il faut aussi empêcher que ces manifestations ne soient réitérées à plusieurs reprises afin d'arriver à lasser les manifestants, comme ce fut le cas, voici dix-huit mois, pour les « Magasins Réunis ».

Toute l'action doit être liée vers un objectif central. De grandes épreuves se préparent pour la Nouveauté ; la convention collective sera bientôt remise en discussion. Il est urgent de s'organiser, de créer des groupes d'auto-défense et de montrer clairement à tous qu'il faut prendre son sort en ses propres mains si l'on veut conserver et reconquérir les avantages acquis en juin 1936.

## La Fédération des Métaux et les 40 heures

Au moment où la plupart des métallos parisiens partaient en vacances, la Fédération des Métaux a publié une déclaration relative aux demandes de dérogation aux 40 heures sur lesquelles son avis a été sollicité. Le fameux « assouplissement » de la semaine de 40 heures aboutirait, pour les usines dites de défense nationale, à atteindre 48 heures. Nous avons signalé, la semaine dernière, que le ministre Campinchi avait dit aux ouvriers de l'arsenal de Brest : usez de l'influence de vos syndicats pour que, dans l'industrie privée, comme vous, on

facisse plus de 40 heures de travail par semaine. niciens. Les staliniens poussèrent impitoyablement à la rentrée, à n'importe quelles conditions, demandant au gouvernement de réquisitionner l'usine Coder et de faire travailler les ouvriers sous le contrôle de l'autorité militaire !

Mais le gouvernement aimait mieux laisser M. Coder avoir gain de cause. En effet, il y a quelques jours, celui-ci obtint satisfaction, les ouvriers sont rentrés et les six techniciens sont restés dehors, en attendant la décision de Chaillé !

Ainsi le patronat a eu satisfaction sur toute la ligne ! Grâce aux bureaucrates staliniens, les Enjalbert, Nedelec, etc., soutenus par les réformistes des « Amis des Syndicats » — après la division semée dans les rangs ouvriers, après le découragement très profond parmi les techniciens qu'on a laissés tomber au nom de l'union sacrée — le patronat remporte une grosse victoire, lourde de conséquences pour la classe ouvrière.

La meilleure preuve, ce sont les élections de délégués qui ont eu lieu hier, aux Forges et Chantiers. Il s'agissait de remplacer des délégués C.G.T. ; dans cette usine il y a deux mois encore les fascistes étaient une infime minorité ; aujourd'hui chez les techniciens et les dessinateurs, les candidats de la C.G.T. sont largement battus par les « professionnels fascistes » ! La C.G.T., parmi les techniciens et les dessinateurs, n'est plus qu'une minorité, les fascistes ont conquis la majorité, ils ont vraiment de quoi remercier les staliniens par la politique desquels cela a été possible !

La défaite est très grave. Il ne sert à rien de s'illusionner. Pour réparer les résultats de la trahison stalinienne, il faudra un travail long et patient, ingrat et difficile. Seule une minorité révolutionnaire, sur des bases claires et solides, peut l'entreprendre.

Pour nous débarrasser de la vermine bureaucratique stalinienne, premier gage de possibilité de revanche, il faut vous grouper, métallos et techniciens, au sein d'une minorité révolutionnaire décidée, il faut, avec le P.C.I., tirer les leçons du dernier mouvement et sans découragement préparer la revanche sur le patronat et ses valets staliniens.

La déclaration de la Fédération des Métaux ne contient évidemment pas une adhésion chaleureuse aux demandes de dérogation. Les néo-réformistes staliniens savent aussi bien que les vieux réformistes d'antan, comment il faut s'y prendre pour faire avaler aux ouvriers des concessions.

Dans la déclaration de la Fédération des Métaux, on trouve des expressions fort choisies : « la Fédération... s'étonne que tant du côté patronal que gouvernemental, on persiste à vouloir imposer des heures supplémentaires », « le Comité National n'entend pas méconnaître les nécessités particulières imposées... par les contingences économiques nationales et internationales ainsi que par les événements politiques internationaux », « le Bureau de la Fédération... montre son souci de mettre tout en œuvre pour répondre aux nécessités de l'heure présente ».

C'est un langage que les Croizat, Costes, Timbault et Cie ont appris dans les couloirs du Parlement et dans les antichambres ministérielles, loin de la vie des prolétaires qui, eux, ne s'étonnent pas du tout de voir gouvernants et patrons décidés à supprimer les 40 heures.

Sur le plan où les dirigeants de la Fédération des Métaux se sont placés — l'acceptation d'un effort supplémentaire des ouvriers pour la défense nationale — les propositions des Croizat et Cie pour réduire préalablement le chômage, la création d'écoles de rééducation professionnelle, etc..., ne constituent que l'alibi qui sera présenté à leur retour aux métallos.

Mais les métallos et avec eux l'ensemble des travailleurs ne seront pas dupes de cette comédie. A ceux qui, dans la déclaration en question, écrivent qu'ils regrettent « les dispositions réglementaires du décret du 24 mai 1936 arrêtées par le gouvernement, dispositions qui risquent de faciliter les abus de dérogations non justifiées par les nécessités industrielles », les travailleurs diront : vous êtes d'infimes hypocrites, Croizat, Costes..., vous qui, comme députés, avez voté la confiance au gouvernement de décrets-lois Daladier.

Et les travailleurs qui savent que la bataille sera inévitable quand l'euphorie des vacances sera passée, doivent se préparer pour mener celle-ci jusqu'à la victoire. Ils laisseront les Croizat, Costes et autres Doury verser des larmes de crocodile, exprimer des « regrets » de fourbes qui n'apportent aucune solution pour sauver les 40 heures.

Les travailleurs se prépareront pour la GREVE GENERALE, pour la constitution de CONSEILS D'USINES et de MILICES OUVRIERES pour mener et défendre cette grève contre les bandes fascistes, pour imposer leur contrôle sur les entreprises, pour briser l'offensive capitaliste et empêcher que comme en juin 36, par leur irresolution et la trahison des directions, le patronat regagne le terrain perdu.

## AU CONGRÈS DE NANTES

# Une importante minorité s'oppose aux dirigeants réformistes

Pour comprendre ce que fut le Congrès de Nantes, il suffirait, au fond, de consulter les journaux réactionnaires et « l'Humanité ». Alors, en effet, que les premiers — « Le Temps » en tête — décernent des louanges à la modération de Delmas et des majoritaires, l'organe central des staliniens n'a pas assez d'injures pour la « poignée de trotskystes », « le ramassis de diviseurs » qui, à Nantes, s'opposèrent irrésistiblement à l'union sacrée.

Du point de vue révolutionnaire, le Congrès de Nantes aura été un exemple et un encouragement pour la classe ouvrière tout entière. 238 mandats vont, en effet, à la minorité restée fidèle à la lutte de classes et tout permet d'espérer que la minorité grandira. Ainsi, malgré les injures de la presse bourgeoise, malgré les réformistes, malgré les staliniens, une forte minorité d'instituteurs affirme qu'elle ne mettra pas sac au dos pour l'impérialisme français et la « défense de la démocratie ». Et on s'explique aisément les hurlements de « l'Humanité » acharnée à préparer l'union sacrée.

### La position des bureaucrates

Au Syndicat National des Instituteurs, les dirigeants font volontiers du gauchisme, mais, dès qu'ils sont amenés à préciser leur position sur des questions importantes, ils ne parlent plus autrement qu'un quelconque réformiste.

C'est ce qui s'est passé pour Delmas qui a présenté le rapport moral. Sans doute, Delmas veut bien reconnaître que l'expérience de Front populaire a été un échec, mais il en conclut aussitôt qu'il convient seulement de recommencer l'expérience, sans éliminer les radicaux, bien entendu. Sans doute, aussi, Delmas est tout heureux de l'occasion qui lui est offerte de lancer quelques attaques contre les staliniens qui « manœuvrent » à l'intérieur du Rassemblement populaire et qui, durant tout l'hiver, ont fait de la démagogie avec la non-intervention. Mais c'est aussitôt pour reprendre la position platement réformiste de « Syndicats ».

Par contre, lorsqu'il s'agit de la guerre, Delmas, malgré son indignation toute verbale, rejoint les tenants de l'union sacrée puisque pour lui le moyen de maintenir la paix est de faire confiance au gouvernement qui, le 21 mai, a déjà su éviter la guerre à propos de la Tchécoslovaquie. Et la presse réactionnaire ne s'y trompe pas qui loue la sagesse du secrétaire général du S.N.

### La lutte pour les revendications

Delmas avait à s'expliquer sur les échecs enregistrés cette année sur le plan revendicatif. Il faut reconnaître qu'il s'en est habilement tiré. « Nous ne pouvons rien faire seuls, nous devons maintenir les parités, nous devons tenir compte de l'attitude de la Fédération des Fonctionnaires, etc... » Pendant ce temps, alors qu'on vient d'instituer une classe supplémentaire au sommet, les jeunes continuent à toucher des salaires de famine et l'ensemble des instituteurs a vu son pouvoir d'achat tomber au-dessous de ce qu'il était sous Laval.

Et, en conclusion, viennent les exhortations à la patience, sous prétexte qu'il convient d'attendre au moins le 15 novembre pour envisager une action quelconque.

Les instituteurs refuseront d'être plus longtemps dupes. Tous les bonzes qui se sont succédés à la tribune du Congrès de Nantes n'ont pu que faire le récit de leurs entrevues avec les ministres et les sous-ministres. On connaît les résultats de cette politique de collaboration. Chaque syndi-

qué doit maintenant exiger qu'on revienne à l'action directe qui ne s'accommode pas de visites aux antichambres ministérielles. Grève générale des fonctionnaires pour octobre ! Préparation sérieuse de la grève dès maintenant ! Tels doivent être les mots d'ordre défendus par chaque militant révolutionnaire à l'intérieur de son syndicat.

### La lutte antireligieuse

Le Congrès de Nantes devait être une grande manifestation « laïque ». Les interventions des délégués des départements de l'Ouest ont suffisamment montré que, chaque année, l'emprise cléricale se faisait plus forte. Partout, l'école de la calotte gagne du terrain. Et, au lieu d'envisager, enfin, une lutte sérieuse contre les ratichons, Delmas déclare « Notre lutte pour la défense laïque n'est pas une lutte contre la religion ».

Il faut répéter chaque jour que la religion n'est pas une affaire privée mais bien une entreprise capitaliste destinée à détourner les exploités de la lutte de classes. Il faut dire, inlassablement, qu'il n'y a pas de « défense laïque » sans lutte acharnée

contre la religion. Il faut proclamer qu'il n'y a pas de neutralité à l'école. Il faut, dès maintenant, envisager le passage à une action sérieuse contre la calotte englobant tous les membres du syndicat. Dans ce domaine comme dans tous les autres, les parolottes n'ont rien donné et ne peuvent rien donner. Démission des C.D., grève des examens, occupation des mairies cléricales, des presbytères et des écoles confessionnelles chaque fois qu'il en sera besoin, tels seront les moyens qui permettront de faire reculer l'Eglise. Rien à attendre des pouvoirs publics mais tout attendre de l'action révolutionnaire.

### La réception de Jouhaux

Cette année, comme l'année dernière, Jouhaux, le traître de 1914, l'homme au sursis d'appel, a eu le front de se présenter devant le Congrès des Instituteurs.

Avant son arrivée, Delmas avait appelé au calme et il avait eu cette parole magnifique : « Vous avez le droit d'applaudir ou de vous taire ».

Les instituteurs révolutionnaires ont montré qu'ils n'entendaient pas se laisser faire et c'est sous les huées d'une importante partie de l'assemblée que le secrétaire général de la C.G.T. fit son apparition. Aux oreilles de celui qui trahit la classe ouvrière voici 24 ans a résonné le quatrième couplet de « l'Inter » qui rappelle son devoir au prolétariat en cas de guerre. Et Jouhaux dut renoncer à parler. Pour la première fois, et contrairement aux statuts, les auditeurs furent vidés par le service d'ordre et c'est seulement à huis clos que Jouhaux put se faire entendre.

Mais les dirigeants ne purent obtenir l'évacuation de la salle qu'après la promesse que seraient accordées cinq minutes à un délégué de la minorité pour expliquer les raisons de l'accueil fait à Jouhaux. La voie est ouverte et, demain, c'est la classe ouvrière tout entière qui chassera les Jouhaux et Cie.

### La bataille continue

Au Congrès, les minoritaires condamneront la collaboration et la politique de lâcheté des dirigeants syndicaux. A la confiance que Delmas accorde au gouvernement pour faire reculer la guerre impérialiste, ils opposeront le défaitisme révolutionnaire qui, seul, peut donner la victoire au prolétariat.

Mais, une fois de plus, ils réclameront, comme Delmas, l'indépendance du syndicalisme, en faisant une distinction subtile — et fautive — entre les fractions politiques et les fractions syndicales. Nous nous sommes déjà expliqué plusieurs fois dans « La Commune » sur cette question et nous avons montré que se réfugier dans l'indépendance du syndicalisme aboutissait à apporter de l'eau au moulin des réformistes.

L'opposition révolutionnaire du S.N. doit faire un pas en avant et comprendre qu'il n'est pas de révolution sans un parti révolutionnaire. Mais l'opposition, maintenant organisée, doit aussi progresser et il est du devoir de chaque bolchevik-léniniste de l'aider.

Au bloc des réformistes et des staliniens que ne sépare aucune divergence sérieuse et qui sont également décidés à laisser battre la classe ouvrière, il faut opposer une minorité chaque jour plus forte, au sein du S.N. des Instituteurs et au sein de la C.G.T. tout entière. C'est là une tâche immédiate à laquelle, pour leur part, le P.C.I. et ses militants ne failliront pas.

## Déclaration de Valière au nom de la minorité révolutionnaire

D'ACCORD avec le bureau, je voudrais, en toute sérénité, m'expliquer, au nom de la minorité, sur les incidents de la fin de la séance du matin.

Nous pensons que ces incidents sont en premier lieu la conséquence logique et inévitable de la déclaration préalable de Delmas : APPLAUDIR, OU SE TAIRE qui nous dictait une attitude dont nous n'avions pas discuté avec lui. Il est impossible en toute équité, de reconnaître à une partie d'une assemblée le droit d'applaudir en exigeant de l'autre partie, l'obligation de se taire.

Pourtant Delmas devait savoir, surtout après le précédent de Paris, que la présence en ce Congrès de l'actuel secrétaire de la C.G.T. ne pouvait être sans déterminer dans nos rangs une réaction que nous estimons absolument légitime et dont nous revendiquons l'entière responsabilité.

Nous aurions parfaitement admis l'unanimité dans le silence pour accueillir l'arrivée de Jouhaux. Ce dernier ne se serait pas trompé sur la signification de ce silence. Mais nous ne pouvions, sans réagir vigoureusement, accepter des applaudissements, accueillant l'homme avant même qu'il ait exprimé une seule idée. Nous ne pouvions non plus et nous ne pourrions jamais accepter que le chant de « l'Internationale » salue celui qui, en 1914, reniant son attitude personnelle et les décisions souveraines des congrès confédéraux, se fit le champion du nationalisme le plus chauvin et le plus guerrier.

Les délégués minoritaires, émus par le fait qu'une décision aussi grave que celle qui aboutissait, pour la première fois, à l'exclusion du Congrès des auditeurs syndiqués ait été prise sans débat et sans qu'un vote formel ait été émis, ont cru devoir demeurer dans la salle. C'est seulement pour ne pas prolonger inutilement un incident pénible et après avoir obtenu la promesse qu'ils pourraient expliquer leur attitude qu'ils se sont finalement décidés à sortir et à inviter les auditeurs récalcitrants à faire comme eux, bien que désapprouvant formellement l'attitude du bureau. Nous entendons bien que cette mesure ne constitue pas un précédent.

Qu'on ne s'y méprenne pas. L'hostilité voulue de notre attitude, celle toute spontanée des auditeurs, ne va pas à l'organisation confédérale, ni à ses représentants, mais à la personnalité même du militant syndicaliste de 1914. La classe ouvrière n'est pas Jouhaux, la C.G.T. n'est pas Jouhaux. Notre hostilité va au responsable du reniement du 2 août 1914, au récidiviste de ce reniement qui, naguère encore, à Pau, disait : « Si la guerre vient demain, quelles que soient les insultes dont je pourrais être l'objet, mon attitude sera la même qu'en 1914 ».

Nous ne voulons pas qu'on puisse se méprendre sur le sens de notre manifestation et que certains veuillent l'exploiter comme une manœuvre de division dans la classe ouvrière.

Nous sommes aussi attachés que quiconque à la cohésion de cette classe ouvrière, indispensable pour mener les combats nécessaires à son émancipation.

Notre manifestation n'exprime que l'intransigeance de notre pacifisme et notre indignation au souvenir des trahisons les plus caractérisées dans le passé, à la pensée de celles qui se préparent pour demain et dont nous n'entendons ni de près, ni de loin, nous faire les complices.

# Silence aux canailles !

**ASSEZ !** La vermine doriotiste s'empare des provocations et des crimes du Guépéou pour tenter de discréditer les « marxistes ». La « Liberté » du successeur de C. Aymard mange à tous les râteliers et poursuit l'œuvre du Guépéou. Celui-ci déclare, en effet, que les trotskystes sont les agents du fascisme ; *Doriot*, avec une sollicitude grossière, en même temps qu'une relation franquiste de son voyage en Espagne, publie des colonnes de pseudo-défense des trotskystes contre le Guépéou ! Ainsi, le Guépéou poursuit son œuvre de discrédit contre les bolcheviks-léninistes ; dans plusieurs usines de la région parisienne, les staliniens brandissent triomphants « La Liberté », torchon doriotiste !

Fascistes et staliniens combinent leurs moyens, les méthodes des staliniens permet-

ront ensuite la campagne contre les trotskystes ? Est-il vrai que la direction du P.O.I. a reçu et documenté des rédacteurs de « La Liberté » ?

Qu'on se souvienne comment *Pero-Gottlieb* (la « L.O. » après avoir démenti nos avis dénonce maintenant *Pero* comme étant un « agent de plusieurs polices ») savait être plus trotskyste que nous pour faire passer les articles de Rous (ex-secrétaire de Marchandeu, ministre de l'intérieur), dans « l'Intransigeant » en 1936 ; articles qui contribuèrent à semer la division dans nos rangs alors unis...

Nous disons aux dirigeants du P.O.I. :  
*Vous jouez un jeu dangereux pour les révolutionnaires en alimentant la campagne de « la Liberté ». La « L.O. » n'a*

que par « la Liberté », la compagne de L. Sedoff aurait pu la lire ailleurs...

Ouvriers révolutionnaires ! Avec nous, dites : **ASSEZ !** à ces soi-disant bolcheviks-léninistes dont les méthodes favorisent le jeu du Guépéou. Notre parti composé de militants bolcheviks-léninistes ayant contribué à former l'opposition de gauche en France, par ces lignes, attire votre attention contre le danger des méthodes du P.O.I.

Dans leur désorientation, les dirigeants du P.O.I. déclarent qu'ils s'adressent à la « C.G.T., au P.C., au P.S., pour lutter contre le danger stalinien », ils ajoutent : ceux qui ne comprennent pas que ceci est juste « ne comprennent rien ». Nous attendons les résultats pour juger...

Nous pensons, nous, qu'il faut moins de brailllements et un peu plus de sérieux pour édifier un barrage solide contre le Guépéou et assurer la sécurité de nos militants. Il serait plus efficace d'organiser des réunions d'usines, de faire élire des délégations ouvrières pour l'Espagne au lieu d'y envoyer Monsieur Henry Torrès, ex-rapporteur du traité d'alliance franco-russe, ce qui explique sa sollicitude pour étouffer l'affaire.

Pour lutter contre le Guépéou, agent de la répression capitaliste, il faut souder les forces bolcheviks-léninistes, et non pas refuser toute information aux B.-L. du P.C.I. pour renseigner des délégués de Doriot !

- diffusons**
- « La Commune »**
- Lyon : Gare et 40 kiosques, librairies.
  - Marseille : kiosque de la Bourse du Travail et rue Honorat, à côté de la Poste, allée Gambetta, place d'Aix, Gare de l'Est, place Sadi-Carnot, place Jean-Jaurès, Blancarde, Capelle, Abattoirs, 123 boul. Bailli, etc...
  - Avignon : kiosque Domengue.
  - Agen : kiosque Caujolle.
  - Le Havre : gare automobile, Hôtel de Ville, place Gambetta, Rond-Point.
  - Poitiers : « La Civette », tabac, place d'Armes.
  - Toulouse : kiosque Maylin, allées J.-Jaurès.
  - Saint-Claude : dépôt Hachette, rue du Pré.
  - Grenoble : Tabac-journaux, 149, cours Bernat.
  - Bordeaux : kiosque, 33, cours Victor-Hugo, et nombreux kiosques.
  - Lille : gare et nombreux dépôts.
  - Auxerre : gare et nombreux dépôts.
  - Aix : gare et nombreux dépôts.
  - Périgueux : gare et nombreux dépôts.
  - Toulon : gare et nombreux dépôts.
  - La Rochelle : gare et dépôts.
  - Strasbourg : gare et place du Corbeau.
  - et dans les dépôts de : Valentigney, Rion-des-Landes, Saint-Sever, Oullins, Villeurbanne, Saint-Etienne, Nouzonville, Ucel, Vals-les-Bains, Metz, Antibes, Hyères, Arcachon, Saint-Julien-en-Jarcey

AVANT LE PROCES DU P. O. I. A BARCELONE

**Rudolf Klement**  
 secrétaire administratif  
 de la quatrième Internationale  
**a disparu**

Ses amis affirment qu'il a été enlevé en plein Paris par le G.P.U.

Une lettre portant sa signature apocryphe servirait l'accusation de la Tchèque espagnole

**La disparition de Rudolf Klement**

Le 12 juillet, Rudolf Klement, secrétaire administratif de la quatrième Internationale, a disparu en plein Paris. Ses amis affirment qu'il a été enlevé par le G.P.U. Une lettre portant sa signature apocryphe servirait l'accusation de la Tchèque espagnole.

**La disparition de Rudolf Klement**

Le 12 juillet, Rudolf Klement, secrétaire administratif de la quatrième Internationale, a disparu en plein Paris. Ses amis affirment qu'il a été enlevé par le G.P.U. Une lettre portant sa signature apocryphe servirait l'accusation de la Tchèque espagnole.

**La disparition de Rudolf Klement**

Le 12 juillet, Rudolf Klement, secrétaire administratif de la quatrième Internationale, a disparu en plein Paris. Ses amis affirment qu'il a été enlevé par le G.P.U. Une lettre portant sa signature apocryphe servirait l'accusation de la Tchèque espagnole.

**La disparition de Rudolf Klement**

Le 12 juillet, Rudolf Klement, secrétaire administratif de la quatrième Internationale, a disparu en plein Paris. Ses amis affirment qu'il a été enlevé par le G.P.U. Une lettre portant sa signature apocryphe servirait l'accusation de la Tchèque espagnole.

**La disparition de Rudolf Klement**

Le 12 juillet, Rudolf Klement, secrétaire administratif de la quatrième Internationale, a disparu en plein Paris. Ses amis affirment qu'il a été enlevé par le G.P.U. Une lettre portant sa signature apocryphe servirait l'accusation de la Tchèque espagnole.

tent aux fascistes de dégouter les travailleurs, c'est un jeu normal, mais toute cette campagne comprend une publicité pour un petit monsieur qui voudrait bien grossir sa clientèle ; chaque communiqué porte ostensiblement le nom de cet avocaillon.

Nous posons la question sans ambage : qui le Guépéou allèche-t-il par cet espoir publicitaire, afin de soutirer des communiqués spéciaux à « La Liberté », qui nourri-

pas désavoué cette campagne et favorise ainsi les crimes du Guépéou contre vous et contre toutes les minorités révolutionnaires. La misérable publicité de cette feuille à faible tirage fait plus de bien aux staliniens que vous ne le pensez.

Vous jouez un rôle odieux, une lettre comme celle de L. T. au juge concernant la mort de L. Sedoff, les bolcheviks-léninistes devraient la connaître autrement

# La Liberté

Directeur politique : JACQUES DORIOT

**Leur connaître la vérité sur l'Espagne nationale**  
**Doriot**  
 le mardi 26 juillet à 20 h. 30  
 Salle Wagram

**RETOUR D'ESPAGNE**  
**Jacques Doriot est rentré à Paris ce matin**

Il a présidé la réunion du bureau politique du Parti Populaire Français auquel il a rendu compte de sa mission

**LA DISPARITION DE RUDOLF KLEMENT**

Un expert officiel déclare que les lettres signées Klement sont des faux

Le 12 juillet, Rudolf Klement, secrétaire administratif de la quatrième Internationale, a disparu en plein Paris. Ses amis affirment qu'il a été enlevé par le G.P.U. Une lettre portant sa signature apocryphe servirait l'accusation de la Tchèque espagnole.

**LA DISPARITION DE RUDOLF KLEMENT**

Le 12 juillet, Rudolf Klement, secrétaire administratif de la quatrième Internationale, a disparu en plein Paris. Ses amis affirment qu'il a été enlevé par le G.P.U. Une lettre portant sa signature apocryphe servirait l'accusation de la Tchèque espagnole.

**LA DISPARITION DE RUDOLF KLEMENT**

Le 12 juillet, Rudolf Klement, secrétaire administratif de la quatrième Internationale, a disparu en plein Paris. Ses amis affirment qu'il a été enlevé par le G.P.U. Une lettre portant sa signature apocryphe servirait l'accusation de la Tchèque espagnole.

**LA DISPARITION DE RUDOLF KLEMENT**

Le 12 juillet, Rudolf Klement, secrétaire administratif de la quatrième Internationale, a disparu en plein Paris. Ses amis affirment qu'il a été enlevé par le G.P.U. Une lettre portant sa signature apocryphe servirait l'accusation de la Tchèque espagnole.

**LA DISPARITION DE RUDOLF KLEMENT**

Le 12 juillet, Rudolf Klement, secrétaire administratif de la quatrième Internationale, a disparu en plein Paris. Ses amis affirment qu'il a été enlevé par le G.P.U. Une lettre portant sa signature apocryphe servirait l'accusation de la Tchèque espagnole.

**LES CRIMES DU GUÉPEOU**  
**C'est pour étayer le procès du P.O.U.M. que les tchékistes ont enlevé Rudolf KLEMENT**

Le 12 juillet, Rudolf Klement, secrétaire administratif de la quatrième Internationale, a disparu en plein Paris. Ses amis affirment qu'il a été enlevé par le G.P.U. Une lettre portant sa signature apocryphe servirait l'accusation de la Tchèque espagnole.

**LES CRIMES DU GUÉPEOU**  
**Dans leur plainte au procureur de la République les amis de Rudolf Klement accusent formellement les valets de Staline**

**LES CRIMES DU GUÉPEOU**  
**Rudolf Klement, quelques jours avant sa disparition, avait reçu une mystérieuse invitation à dîner**

**LES CRIMES DU GUÉPEOU**  
**TROIS SEMAINES APRÈS L'ENLÈVEMENT DE RUDOLF KLEMENT aucun juge d'instruction n'a encore été désigné**

**LES CRIMES DU GUÉPEOU**  
**Habitué à l'illégalité, connaissant bien les méthodes staliniennes, Rudolf Klement était un dangereux adversaire pour les Russes**

**LES CRIMES DU GUÉPEOU**  
**Dans une lettre adressée au juge d'instruction, Léon Trotsky démontre qu'« on » a assassiné son fils Sedov**

**NOTRE PERMANENCE :**  
 Tous les jours de 19 à 20 heures  
 36, rue du Château-d'Eau, 36

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués  
 IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »  
 Le Gérant : A. RASTIDE.